



**KPMG Audit**  
7 boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 Nantes Cedex 3  
France



23, rue Bernard Palissy  
35000 Rennes  
France

## **Ubisoft Entertainment S.A.**

# **Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions de préférence gratuites à émettre**

Assemblée générale du 23 septembre 2015 - résolution n°21  
Ubisoft Entertainment S.A.  
107, avenue Henri Fréville - BP 10704 - 35207 Rennes Cedex 2  
*Ce rapport contient 2 pages*  
Référence : FN-152-77



**KPMG Audit**  
7 boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 Nantes Cedex 3  
France



23, rue Bernard Palissy  
35000 Rennes  
France

**Ubisoft Entertainment S.A.**

Siège social : 107, avenue Henri Fréville - BP 10704 - 35207 Rennes Cedex 2  
Capital social : € 8 492 133,18

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions de préférence gratuites à émettre**

Assemblée générale du 23 septembre 2015 - résolution n°21

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions de préférence gratuites à émettre au profit des Dirigeants mandataires sociaux de votre société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de 38 mois à attribuer des actions de préférence gratuites existantes ou à émettre.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions de préférence gratuites.

Nantes, le 2 juin 2015

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

  
Franck Noël  
Associé

Rennes, le 2 juin 2015

MB Audit

  
Roland Travers  
Associé